



Le Bourgmestre

De Burgemeester

Ordonnance de police imposant la tenue à distance, en vidéoconférence, des séances du
Conseil communal

Le Bourgmestre,

Vu l'article 135, §2, 5° de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie cette compétence réglementaire de police au bourgmestre, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid- 19 et ses modifications successives ;

Vu la Circulaire ministérielle 2020/05 du 18 mars 2020 du Ministre des pouvoirs locaux — Covid 19 — mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire — fonctionnement des instances de décision ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 17 septembre 2020 limitant le public à 10 personnes maximum lors des séances du Conseil communal en vue de respecter la distanciation sociale dans le cadre de la crise du coronavirus ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus pour la population belge ;

Considérant l'augmentation importante du nombre de contaminations, d'hospitalisations et de décès ces dernières semaines sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Qu'entre le 4 et le 10 octobre 2020, en Belgique, le nombre moyen de contaminations par jour était de 5057 cas/jour, soit une augmentation de 92% par rapport à la période de 7 jours précédente;

Considérant qu'en application de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/03 relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19, le Conseil communal de la Ville de Bruxelles a tenu ses séances par vidéoconférence entre fin mars et début juin 2020 ; que ces séances ont pu se tenir sans difficultés; que l'envoi des convocations et ordres du jour est dématérialisé ; que la Ville bénéficie d'une plateforme documentaire digitale spécifique pour le fonctionnement du Conseil communal qui permet à tous les membres du Conseil de disposer de l'ensemble des documents à distance;

Considérant qu'entre juin et début octobre 2020, le Conseil communal a repris la tenue de séances avec présence physique organisées dans différentes salles autres que la salle du Conseil de l'Hôtel de ville afin de respecter la distanciation sociale d'1m50 entre les personnes ;



Le Bourgmestre

De Burgemeester

Considérant que le Conseil communal de la Ville compte 49 membres ; que la tenue d'une séance amène aussi la présence de plusieurs personnes des équipes administratives et techniques impliquées dans l'organisation et le bon déroulement de celle-ci, la présence éventuelle de public etc, ..., soit une présence d'un nombre important de personnes dans un lieu fermé pendant plusieurs heures;

Considérant qu'il revient aux autorités communales de respecter et de faire respecter sur l'entièreté du territoire communal, en ce compris au sein du Conseil communal, les mesures fédérales promulguées pour limiter la propagation du coronavirus ;

Que ces mesures recommandent par ailleurs hautement le télétravail ;

Considérant que dans l'état actuel de la pandémie, il n'est pas à exclure que des membres du Conseil soient dans l'impossibilité d'assister physiquement aux séances du Conseil en raison du respect des règles de quarantaine ; qu'il y a lieu de veiller à la continuité du fonctionnement des organes ;

Considérant la nécessité pour le public d'avoir accès aux séances du Conseil communal aux fins de satisfaire à l'exigence du débat démocratique ;

Considérant que les séances du Conseil communal de la Ville de Bruxelles sont filmées et retransmises en direct sur le site internet de la Ville de Bruxelles et via les réseaux sociaux ;
Qu'elles peuvent donc être visionnées par tous ;

Considérant que les séances de vidéo-conférence sont diffusées de la même manière que les séances avec présence physique ; que la publicité de la séance est ainsi garantie ;

Considérant que la condition d'urgence prévue par l'article 134 §1er de la NLC est également rencontrée en l'espèce vu que les citoyens doivent être avisés sans délai et à tout le moins, avant la prochaine séance du Conseil communal qui se tiendra 19/10/2020 à 16 h ;

Considérant que le Bourgmestre a estimé ne pas pouvoir attendre la prochaine réunion du Conseil communal, ce dernier ne se réunissant pas avant le 19/10/2020 ;

Considérant que la présente mesure est temporaire et uniquement liée à la situation sanitaire actuelle à Bruxelles ;

Vu l'urgence ;

ARRETE :

Article 1 er :

L'ordonnance de police du Bourgmestre du 17 septembre 2020 limitant le public à 10 personnes maximum lors des séances du Conseil communal en vue de respecter la distanciation sociale dans le cadre de la crise du coronavirus est abrogée ;

Article 2 :

En raison de la situation sanitaire actuelle à Bruxelles et ce à titre temporaire, les séances du Conseil communal à partir du 19 octobre 2020 se tiendront à distance, en vidéoconférence.



Le Bourgmestre

De Burgemeester

La présence du public sera assurée par une publication en direct de la séance du Conseil communal sur le site internet de la Ville :

<https://www.bruxelles.be/conseil-live>

Article 3 :

La présente ordonnance de police sera affichée sur le site internet de la Commune et sur les valves communales conformément aux articles 112 et 114 de la NLC. Elle entre en vigueur de plein droit le jour de son affichage.

Elle cesse immédiatement d'avoir effet si elle n'est pas confirmée par le Conseil communal à sa plus prochaine réunion, à savoir celle du 19 octobre 2020.

Article 4 :

Les forces de l'ordre sont en charge de la bonne exécution de cette ordonnance de police.

Article 5 :

En vertu des articles 14 et 19, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en suspension et en annulation de la présente décision peut être porté devant le Conseil d'Etat, pour la violation des formes soit substantielles soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir dans les soixante jours à compter de son affichage. Ce recours est introduit au moyen d'une requête recommandée signée par la partie ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des Avocats.

Fait à Bruxelles, le 15/10/2020

Le Bourgmestre

P. CLOSE



Politieverordening tot verplichting van het houden van de vergaderingen van de Gemeenteraad op afstand, via videoconferentie

De Burgemeester,

Gelet op artikel 135 §2, 5° van de nieuwe gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om, ten behoeve van de inwoners, te voorzien in een goede politie, met name over de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen en dat het hun meer bepaald toekomt om de passende maatregelen te nemen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötieën te voorkomen en te doen ophouden door de nodige hulp te verstrekken;

Gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt, wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de bewoners;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken, en zijn opeenvolgende wijzigingen;

Gelet op de ministeriële omzendbrief 2020/05 van 18 maart 2020 van de Minister van Plaatselijke Besturen - Covid 19 - organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheids crisis - werking van de besluitvormende organen ;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 17 september 2020 tot beperking van het publiek tot maximum 10 personen tijdens gemeenteraadszittingen met het oog op de naleving van de regels van social distancing in het kader van de crisis m.b.t. het coronavirus;

Overwegende de urgentie en het gezondheidsrisico dat het coronavirus met zich meebrengt voor de Belgische bevolking ;

Overwegende de aanzienlijke toename van het aantal besmettingen, ziekenhuisopnames en sterfgevallen in de voorbije weken op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat tussen 4 en 10 oktober 2020 in België het gemiddelde aantal besmettingen per dag 5057 gevallen/dag bedroeg, wat een stijging uitmaakt van 92% ten opzichte van de vorige periode van 7 dagen;

Overwegende dat in toepassing van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/03 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheids crisis Covid-19, de Gemeenteraad van de Stad Brussel zijn zittingen heeft gehouden per videoconferentie tussen eind maart en begin juni 2020; dat deze zittingen zonder moeilijkheden zijn verlopen; dat het versturen van de oproepingen en dagordes gebeurt op gedematerialiseerde wijze; dat de Stad gebruikmaakt van een digitaal documentenplatform dat specifiek dient voor de werking van de Gemeenteraad en dat dit alle leden van de Gemeenteraad toelaat om op afstand te beschikken over alle documenten;



Overwegende dat tussen juni en begin oktober 2020, de Gemeenteraad de zittingen heeft hernomen met fysieke aanwezigheid, die werden georganiseerd in verschillende andere zalen dan de Raadszaal van het Stadhuis teneinde de regels van sociale afstand van 1m50 tussen personen te respecteren;

Overwegende dat de Gemeenteraad 49 leden telt; dat het houden van een zitting eveneens de aanwezigheid van meerdere personen van de administratieve en technische diensten met zich meebrengt voor de organisatie en het goede verloop ervan, evenals de eventuele aanwezigheid van public enz..., wat een aanwezigheid tot gevolg heeft van een groot aantal personen in een besloten ruimten gedurende meerdere uren;

Overwegende dat het de taak van de gemeentelijke overheden is om de federale maatregelen die worden afgekondigd om de verspreiding van het coronavirus te beperken, te respecteren en te doen respecteren op het gehele gemeentelijke grondgebied, eveneens binnen de Gemeenteraad ;

Dat deze maatregelen bovendien telewerk sterk aanbevelen;

Overwegende dat het in de huidige staat van de pandemie niet uit te sluiten is dat leden van de Raad in de onmogelijkheid zijn om fysiek aanwezig te zijn op de zittingen van de Raad omwille van de naleving van de regels van quarantaine; dat het noodzakelijk is om toe te zien op de continuïteit van de werking van de organen;

Overwegende de noodzaak voor het publiek om toegang te hebben tot de zittingen van de Gemeenteraad met het oog op het toelaten van een democratisch debat;

Overwegende dat de zittingen van de Gemeenteraad gefilmd worden en worden uitgezonden op de website van de Stad Brussel en via de sociale netwerken; dat de beelden door eenieder kunnen worden bekeken;

Overwegende dat ook de zittingen per videoconferentie worden uitgezonden op dezelfde manier als de zittingen in fysieke aanwezigheid; dat op deze manier de publiciteit van de zitting is gegarandeerd;

Overwegende dat in voorkomend geval eveneens wordt voldaan aan de voorwaarde van dringendheid voorzien door artikel 134 §1 van de NGW aangezien de burgers onverwijld en minstens dienen te worden ingelicht voor de volgende zitting van de Gemeenteraad die zal plaatsvinden op 19/10/2020 op 16u ;

Overwegende dat de Burgemeester meende niet te kunnen wachten tot de vergadering van de Gemeenteraad, aangezien deze niet samenkomt voor de zitting van 19/10/2020 ;

Overwegende dat de huidige maatregel tijdelijk is en enkel en alleen gelinkt is aan de huidige gezondheidssituatie in Brussel;

Gelet op de dringendheid ;

**BESLUIT :**Artikel 1 :

De politieverordening van de Burgemeester van 17 september tot beperking van het publiek tot maximum 10 personen tijdens gemeenteraadszittingen met het oog op de naleving van de regels van social distancing in het kader van de crisis m.b.t. het coronavirus wordt opgeheven.

Artikel 2 :

Omwille van de huidige gezondheidssituatie in Brussel en bijgevolg dus slechts tijdelijk, zullen de zittingen van de Gemeenteraad vanaf 19 oktober 2020 op afstand, via videoconferentie plaatsvinden.

De aanwezigheid van het publiek zal worden verzekerd door een rechtstreekse uitzending van de zitting van de Gemeenteraad op de website van de Stad :

<https://www.brussel.be/gemeenteraad-live>

Artikel 3 :

Deze politieverordening zal op de website en op de gemeentelijke aankondigingsborden worden geplaatst overeenkomstig artikelen 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet. Zij treedt van rechtswege in werking op de dag van de bekendmaking.

Zij vervalt onmiddellijk indien ze niet wordt bevestigd door de Gemeenteraad tijdens haar volgende zitting, namelijk die van 19 oktober 2020.

Artikel 4 :

De ordediensten zijn belast met de goede uitvoering van deze politieverordening.

Artikel 5 :

Krachtens artikelen 14 en 19, lid 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot schorsing of nietigverklaring van onderhavige beslissing ingesteld worden bij de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, binnen een termijn van zestig dagen na haar kennisgeving of publicatie. Het beroep wordt ingediend door een aangetekend verzoekschrift ondertekend door de betrokken partij of door een advocaat ingeschreven aan de balie van de Orde van Advocaten.

Opgemaakt te Brussel, op 15/10/2020

De Burgemeester,

Ph. CLOSE